





Le mercredi 27 août 2025

Monsieur le Président Syndicat Mixte du Pays du Mans 15-17 rue Cougeard 72015 Le Mans

Vos Réf : SLF/TD-MG/JR/D515 Nos Réf : AB/MG (25-11)

Objet : Avis de la CLE sur le SCoT du Pays du Mans

Monsieur le Président,

Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) valant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) du Pays du Mans a été arrêté par le Comité syndical le 12 mai 2025.

Conformément au code de l'urbanisme, par courrier daté du 23 mai 2025 et reçu le 2 juin 2025, Monsieur Stéphane LE FOLL Président du Pays du Mans sollicite l'avis de la CLE du SAGE Loir, avec pour date limite le 2 septembre 2025.

Le SCoT du Pays du Mans doit être compatible doit être compatible avec les dispositions du PAGD et conforme au règlement du SAGE Loir.

Le dossier a été transmis aux membres de la CLE par voie électronique, et présenté à la présidence de la CLE le 27 août 2025. Il a été décidé d'émettre un avis favorable avec les remarques suivantes :

Remarque générale

La CLE souligne la qualité des documents transmis, et la bonne pratique consistant à solliciter l'avis des CLE sur les documents d'urbanisme. Les remarques de la CLE sont une opportunité pour le SCoT d'affirmer sa volonté d'intégrer les enjeux environnementaux.

Enjeu qualité physico-chimique :

Le SCoT pourrait préciser que l'agriculture durable peut s'appuyer sur des pratiques à bas niveaux d'intrants (BNI), et que la valorisation de l'agriculture biologique ne devrait pas se limiter à l'élevage mais concerner l'ensemble des filières agricoles. Le SCoT pourrait également fixer un objectif chiffré de préservation et de remise en état du bocage (en % du linéaire de haies par exemple). Bien que les dispositions QE.P.3-4 du PAGD « Réduire les rejets des stations d'épuration en vue d'atteindre le bon état des masses d'eau » ne ciblent pas directement les SCoT, la CLE souligne positivement la mise en « adéquation entre le potentiel de développement des territoires et la capacité réelle de collecte et de traitement des systèmes d'assainissement des eaux usées » (objectif 50 du DOO).

• Enjeu milieux aquatiques :

Bien que la disposition CE.8 du PAGD « Réduire l'impact des plans d'eau et Limiter leur création » ne cible pas directement les collectivités, la CLE souligne positivement la prise en compte de cet enjeu via la recommandation 47.



• Enjeu zones humides :

Les inventaires ZH doivent couvrir tout le territoire. La connaissance sur la présence effective de zones humides et de leurs fonctionnalités permet aux élus d'identifier les enjeux et de définir des objectifs. Au sein de l'objectif 47 du DOO, il serait donc préférable de modifier les phrases suivantes : "les collectivités locales compétentes en matière de PLUI ou PLU amélioreront la connaissance en matière d'identification des zones humides à préserver sur leur territoire par des démarches d'inventaires par exemple, notamment dans en les identifiant précisément (volets pédologique et floristique) sur les secteurs de développement urbains futurs, et via le volet floristique sur le reste du territoire notamment quand celles ci sont considérées comme réservoirs de biodiversité." "les zones humides, ayant fait l'objet d'inventaire, sont en principe à protéger strictement dans les documents d'urbanisme en leur affectant un zonage adapté ou une protection surfacique". De plus, selon la disposition 8B-1 du SDAGE Loire-Bretagne, les mesures compensatoires visent en priorité la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et sur le même bassin versant de la masse d'eau. La compensation d'au moins 200% de la surface n'intervient qu'en dernier recours.

• Enjeu gestion quantitative :

Bien que le PAGD du SAGE Loir ne comporte pas de disposition en ce sens, la CLE souligne positivement la mise en « adéquation entre le potentiel de développement des territoires et la capacité d'approvisionnement en eau potable (quantité et qualité) » (objectif 50 du DOO). Ces capacités d'approvisionnement et de développement pourront être adaptées en fonction des résultats produits par les études HMUC et de définition des volumes prélevables prévues sur le bassin versant du Loir.

Enjeu alimentation en eau potable :

Le SCoT pourrait encourager les collectivités compétentes à réaliser un schéma directeur d'alimentation en eau potable et à mettre à jour régulièrement le diagnostic des réseaux d'eau potable. Le SCoT pourrait également promouvoir des dispositifs ou pratiques économisant et/ou recyclant la ressource en eau.

• Enjeu inondations :

Le SCoT pourrait recommander aux collectivités possédant un schéma directeur de gestion des eaux pluviales de le réviser en parallèle de l'élaboration ou la révision de leur document d'urbanisme.

Je vous remercie de l'attention que vous pourrez porter à cet avis et vous prie de croire, Monsieur le Président en l'expression de mes sincères salutations.

Le Président de la CLE du SAGE du bassin du Loir

Alain BOURGEOIS

Vos Réf : SLF/TD-MG/JR/D515 Nos Réf : AB/MG (25-11)



Objet : Avis technique sur le SCoT du Pays du Mans

Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) valant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) du Pays du Mans a été arrêté par le Comité syndical le 12 mai 2025.

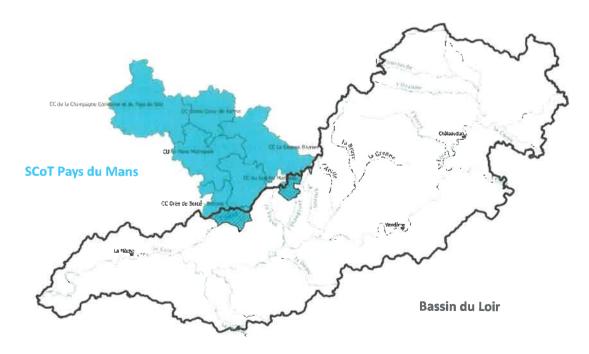
Conformément au code de l'urbanisme, par courrier daté du 23 mai 2025 et reçu le 2 juin 2025, Monsieur Stéphane LE FOLL Président du Pays du Mans sollicite l'avis de la CLE du SAGE Loir, avec pour date limite le 2 septembre 2025.

L'ensemble du dossier a été transmis aux membres de la CLE par voie électronique. Ce projet sera présenté aux Vice-présidents et au Président de la CLE le 27 août 2025.

Le SCoT comprend:

- Un Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)
- Un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) = Déclinaison réglementaire du PAS
- Des annexes (diagnostic, évaluation environnementale, justification des choix...)
- Un Programme d'Action (PA) = Mise en œuvre opérationnelle de la stratégie Air Energie Climat

Le territoire du Pays du Mans réunit 6 EPCI, 90 communes dont 10 situées en tout ou partie sur le bassin du Loir : Bouloire, Challes, Coudrecieux, Ecommoy, Maisoncelles, Marigné-Laillé, Parigné-l'Evêque, Saint-Biez-en-Belin, Saint-Mars-d'Outillé et Tresson. Les masses d'eau concernées sont Anille, Aune Amont, Dinan, Etangsort, Pin et Tusson.



Le SCoT du Pays du Mans doit être compatible avec les dispositions du PAGD et conforme au règlement du SAGE Loir. Le tableau en page 3 reprend les dispositions directement concernées par le projet.

La cellule d'animation propose à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Loir d'émettre un avis favorable au projet, avec les remarques suivantes :

Remarque générale

La CLE souligne la qualité des documents transmis, et la bonne pratique consistant à solliciter l'avis des CLE sur les documents d'urbanisme. Les remarques de la CLE sont une opportunité pour le SCoT d'affirmer sa volonté d'intégrer les enjeux environnementaux.

• Enjeu qualité physico-chimique :

Le SCoT pourrait préciser que l'agriculture durable peut s'appuyer sur des pratiques à bas niveaux d'intrants (BNI), et que la valorisation de l'agriculture biologique ne devrait pas se limiter à l'élevage mais concerner l'ensemble des filières agricoles. Le SCoT pourrait également fixer un objectif chiffré de préservation et de remise en état du bocage (en % du linéaire de haies par exemple). Bien que les dispositions QE.P.3-4 du PAGD « Réduire les rejets des stations d'épuration en vue d'atteindre le bon état des masses d'eau » ne ciblent pas directement les SCoT, la CLE souligne positivement la mise en « adéquation entre le potentiel de développement des territoires et la capacité réelle de collecte et de traitement des systèmes d'assainissement des eaux usées » (objectif 50 du DOO).

• Enjeu milieux aquatiques :

Bien que la disposition CE.8 du PAGD « Réduire l'impact des plans d'eau et Limiter leur création » ne cible pas directement les collectivités, la CLE souligne positivement la prise en compte de cet enjeu via la recommandation 47.

Enjeu zones humides :

Les inventaires ZH doivent couvrir tout le territoire. La connaissance sur la présence effective de zones humides et de leurs fonctionnalités permet aux élus d'identifier les enjeux et de définir des objectifs. Au sein de l'objectif 47 du DOO, il serait donc préférable de modifier les phrases suivantes : "les collectivités locales compétentes en matière de PLUi ou PLU amélioreront la connaissance en matière d'identification des zones humides à préserver sur leur territoire par des démarches d'inventaires par exemple, notamment dans en les identifiant précisément (volets pédologique et floristique) sur les secteurs de développement urbains futurs, et via le volet floristique sur le reste du territoire notamment quand celles ci sont considérées comme réservoirs de biodiversité." "les zones humides, ayant fait l'objet d'inventaire, sont en principe à protéger strictement dans les documents d'urbanisme en leur affectant un zonage adapté ou une protection surfacique". De plus, selon la disposition 8B-1 du SDAGE Loire-Bretagne, les mesures compensatoires visent en priorité la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et sur le même bassin versant de la masse d'eau. La compensation d'au moins 200% de la surface n'intervient qu'en dernier recours.

• Enjeu gestion quantitative :

Bien que le PAGD du SAGE Loir ne comporte pas de disposition en ce sens, la CLE souligne positivement la mise en « adéquation entre le potentiel de développement des territoires et la capacité d'approvisionnement en eau potable (quantité et qualité) » (objectif 50 du DOO). Ces capacités d'approvisionnement et de développement pourront être adaptées en fonction des résultats produits par les études HMUC et de définition des volumes prélevables prévues sur le bassin versant du Loir.

• Enjeu alimentation en eau potable :

Le SCoT pourrait encourager les collectivités compétentes à réaliser un schéma directeur d'alimentation en eau potable et à mettre à jour régulièrement le diagnostic des réseaux d'eau potable. Le SCoT pourrait également promouvoir des dispositifs ou pratiques économisant et/ou recyclant la ressource en eau.

Enjeu inondations :

Le SCoT pourrait recommander aux collectivités possédant un schéma directeur de gestion des eaux pluviales de le réviser en parallèle de l'élaboration ou la révision de leur document d'urbanisme.

	PA	PAGD du SAGE Loir		
	Enjeux et objectifs	Dispositions	Compatibilité	Références au SCOT et remarques
riscēs	2 et 3. Atteindre le bon état des masses Waau et préserver les masses d'eau en bon état au regard du paramètre nitrates	QE.N.S.: Encourager les collectivités locales à valoriser les produits à bas niveau d'intrant et/ou « bio »	Oui	Objectif 30 – Valoriser une agriculture durable, diversifiée, de qualité et de proximité "La valorisation des labels déjà présents sur le territoire (ex : volailles/œufs de Loué, agriculture biologique, AOC Maine-Anjou, porc fermier Cenomans) permettra également de maintenir l'élevage sur le territoire." Le SCoT pourrait préciser que l'agriculture durable peut s'appuyer sur des pratiques à bas niveaux d'intrants (BNI), et que la valorisation de l'agriculture biologique ne devrait pas se limiter à l'élevage mais concerner l'ensemble des fillères agricoles.
Cualite physico-chimique des resso	1. Portage operationnel des actions liées à la reconquete/preservation de la qualite des eaux en pesticides 2. Atteindre le bon état des masses d'eau et preserver les autres masses d'eau au regard du parametre pesticides 3. Réduire tous les usages de produits phytosanitaires	QE.Pe.3 : Réduire les transferts de pesticides	Oui	Objectif 46 - Maintenir et renforcer le rôle des corridors écologiques "les ripisylves et les haies seront à préserver, en tant que corridors à forts enjeux" "En cohérence avec les dispositions des SAGE du territoire, le SCoT-AEC du Pays du Mans demandera aux documents d'urbanisme locaux, [] d'inventorier et de préserver le bocage, selon l'importance de son rôle (limitation des transferts de poiluants vers les cours d'eau, rôle antiérosif, et préservation de la biodiversité et du paysage)." Les communes et/ou EPCI compétents inscriront et préserveront les haies structurantes dans leurs documents d'urbanisme, et en prévoyant des plantations compensatoires permettant de préserver le maillage bocager. " Objectif 50 - Mettre en œuvre une stratégie cohérente autour de l'eau pour en garantir sa disponibilité "Concernant la protection des captages, [] les documents mobiliseront les outils réglementaires nécessaires à la préservation des périmètres de protection, et tout élément de la trame verte et bleue favorable à la préservation de la ressource en eau (hales, zones humides)." Le SCOT pourrait fixer un objectif chiffré de préservation et de remise en état du bocage (en % du linéaire de haies par exemple).
saupitaupa xusiliM	3- Atteindre le bon état écologique des eaux A. Réduire les phénomenes d'eutrophisation sur l'axe Loir	CE.7 Mieux connaître les cours d'eau et préserver l'hydromorphologie des cours d'eau	Oui	Le SCOT intègre un inventaire des cours d'eau existants dans le cadre de l'état initial de l'environnement. Objectif 39 – Prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux risques naturels "Améliorer la connaissance des cours d'eau notamment dans le cadre du diagnostic des PLUI, conformément aux SAGE" Objectif 50 – Mettre en œuvre une stratégie cohérente autour de l'eau pour en garantir sa disponibilité "Le SCOT-AEC incite les collectivités porteuses de documents d'urbanisme locaux à identifier des cours d'eau, des mares et étangs à valeur écologique à préserver en tant que composante de la trame bleue."
	4- Améliorer la connaissance du patrimoine zones humides	ZH.1 Identifier, caractériser les zones humides « effectives » du territoire	oni	Objectif 47: Préservation et restauration des zones humides "les collectivités locales compétentes en matière de PLUI ou PLU amélioreront la connaissance en matière d'identification des zones humides à préserver sur leur territoire par des démarches d'Inventaires per exemple, notamment dans en les identifiant précisément (volets pédologique et floristique) sur les secteurs de développement urbains futurs, et via le volet floristique sur le reste du territoire notamment quand-eelles ei sont-eonsidérées comme réservoirs de biodiversité"
piwny sauoz	2. Protéger, préserver et gérer les zones frumides notamment stratégiques	ZH.4 Intégrer les zones humides « effectives » dans les documents d'urbanisme	Oui	Objectif 45 : Protéger les réservoirs de biodiversité "les documents de planification protègeront de toute construction les œurs des espaces répertoriés comme réservoirs de biodiversité, en apportant un zonage naturel adapté, Sont entendus comme réservoirs de biodiversité [] Les zones humides déjà identifiées pour leur intérêt écologique." Objectif 47 : Préservation et restauration des zones humides "les zones humides, ayant fait l'objer d'inventaire, sont e n principe à protèger strictement dans les documents d'urbanisme en leur affectant un zonage adapté ou une protection surfacique."



2. Protéger, préserver et gérer les zones humides notamment stratégiques 3. Poursuivre et développer une politique déconomies d'eau individuelle et collective inondation dans l'aménagement du territoire in territoire.	ZH.5 Préserver les zones humides dans le cadre des installations, ouvrages, travaux et aménagements AEP.3 S'orienter vers une gestion patrimoniale des réseaux AEP.4 Réaliser des économies d'eau dans les bâtiments publics AEP.5 Réaliser des économies d'eau dans l'habitat AEP.6 Réaliser des économies d'eau dans l'habitat	Oui Oui Oui	Objectif 39 – Prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux risques naturels présenvents voire restauration au vinérabilité du territoire aux risque de tuissellement." Présenve des zones humides jouant un elle tampon face au risque de tuissellement." Présenve des zones humides jouant un elle tampon face au risque de tuissellement." Présenve des zones humides jouant un elle tampon face au risque de tuissellement." Ver installations, companieur. Dobjectif 47: Présenvation et restauration des zones humides. Ver installations, companieur, compenieur. Dobjectif 47: Présenvation et restauration des zones humides. For nome humide, susceptible de provoquer sa destruction totale ou partielle, sont à prosertire. [] En complément, des actions de restauration des nomes des trainers des destructions la présenvation de la ressource en eau." En cas de maintien de la constructibilité au sein d'une zone humide, la compensation ser au minimum de 200% de la surface pendue. Salon la de constructibilité au sein d'une zone humide, la compensation ser au minimum de 200% de la surface pendue. Salon la de la constructibilité au sein d'une zone humide, la compensation des un minimum de 200% de la surface pendue. Salon la de la constructibilité au sein d'une zone humide, la compensation d'au moins 200% de la surface printer se pour pensation des mecuns de la construction des conses humides équiventers sur partier de la masse d'eau. La compensation d'au moins 200% de la surface n'innervier qu'en demier régulièrement le d'agrontic des sones d'expansion des sois et la régens nur risques naturels on eau. Le SCOT pourrait promouvoir des dispositifs ou pratiques économisant et/ou recydant la ressource en eau. Le SCOT pourrait promouvoir des dispositifs ou pratiques économisant et/ou recydant la ressource en eau. Le SCOT pourrait promouvoir des dispositifs ou pratiques économisant et/ou recydant la ressource en eau. Le SCOT pourrait promouvoir des dispositifs ou pratiques économisant et/ou recydant la ressource en ea
	IN 10 Prendre en compte la gestion des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme	Oni	The Stone white stone was broads to the control of the stone of the st



